



**UGECAM BRETAGNE ET PAYS DE LA LOIRE**  
**2 Chemin du Breil**  
**BP 60075**  
**44814 SAINT HERBLAIN CEDEX**

**Marché n° 299/2025**

**RENOVATION DU BÂTIMENT H**  
**CREATION D'UN INTERNAT**

**La Roche Sur Yon (85)**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)**

**Juin 2025**

## SOMMAIRE

1.	OBJET DU MARCHÉ .....	3
2.	ALLOTISSEMENT .....	3
3.	MAITRE DE L'OUVRAGE - ACHETEUR.....	3
4.	MAITRISE D'ŒUVRE.....	3
5.	AUTRES INTERVENANTS.....	4
6.	PIECES CONTRACTUELLES.....	4
7.	DUREE DU MARCHÉ .....	4
8.	ÉTUDES D'EXECUTION .....	4
9.	PRIX .....	5
10.	DECOMPOSITION DU PRIX FORFAITAIRE .....	5
11.	REVISION DES PRIX .....	5
12.	REGLEMENT DU PRIX .....	5
12.1.	PROJET DE DECOMPTES MENSUELS .....	5
12.2.	DELAI DE PAIEMENT .....	6
13.	RETENUE DE GARANTIE .....	6
14.	AVANCE .....	7
14.1.	MONTANT DE L'AVANCE.....	7
14.2.	RECUPERATION DE L'AVANCE .....	7
15.	TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES.....	7
16.	SOUS-TRAITANCE.....	8
17.	DELAI D'EXECUTION.....	8
18.	PENALITES .....	9
18.1.	PENALITES POUR RETARD.....	9
18.2.	PENALITE POUR ABSENCE NON JUSTIFIEE A UN RENDEZ-VOUS DE CHANTIER.....	9
18.3.	PENALITES POUR NON REMISE DE DOCUMENTS .....	9
18.4.	PENALITES POUR NON-RESPECT DES REGLES DE SECURITE.....	10
19.	ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE DU CHANTIER .....	10
20.	RECEPTION – DELAI DE GARANTIE .....	10
21.	DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION .....	11
22.	ASSURANCES .....	11
23.	TRAVAUX COMPLEMENTAIRES ULTERIEURS – PRESTATIONS SIMILAIRES A CELLES DU MARCHÉ.....	11
24.	DEROGATIONS AU CCACT .....	11

## 1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la transformation d'un bâtiment (bât. H) en internat sur le DITEP l'Alouette, sis 8 rue olivier messiaen 85 000 La roche Sur Yon)

## 2. Allotissement

Le marché est alloti de la façon suivante :

Lot	Consistance des travaux
1	Couverture
2	Aménagement extérieur
3	Menuiseries extérieures
4	Cloisons – Faux plafond
5	Menuiseries intérieures
6	Revêtements de sols
7	Peinture
8	Electricité CFO cfa
9	CVC Plomberie

## 3. Maître de l'ouvrage - Acheteur

Nom de l'acheteur – maître d'ouvrage : UGECAM de Bretagne et des Pays de la Loire

N° d'identification nationale (SIRET) : 428 692 008 00157

Adresse de l'acheteur : 2 chemin du Breil - BP 60075 44814 SAINT HERBLAIN CEDEX

Pays : France

Adresse du profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Nom du représentant légal de l'acheteur : Madame Laurence BROWAEYS, directrice de l'UGECAM BRPL

Le comptable assignataire est l'Agent Comptable de l'UGECAM de Bretagne et Pays de la Loire.

## 4. Maîtrise d'œuvre

La Maîtrise d'œuvre est assurée par :

EKUM Architectes (lots architecturaux) : SAS EKUM ARCHITECTES  
9 bis rue Poullain Duparc  
35000 Rennes

SLVI (lots techniques) : SLVI  
18 bis avenue de la vertonne  
44120 Vertou

Les missions de la maîtrise d'œuvre sont celles de la mission de base.

## 5. Autres intervenants

Contrôleur technique : APAVE IC Atlantique Nantes  
5 rue de la Johardière  
44800 Saint Herblain

Coordination sécurité protection de la santé : APAVE IC Atlantique Nantes  
5 rue de la Johardière  
44800 Saint Herblain

Coordination SSI : SLVI  
18 bis avenue de la vertonne  
44120 Vertou

## 6. Pièces contractuelles

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) en date du mois de juin 2025 et ses annexes éventuelles
- Les échanges questions réponses pendant la phase de consultation
- L'arrêté du permis de construire, autorisation de travaux ou déclaration préalable
- Le planning d'exécution
- Le RICT du contrôleur technique
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de Travaux (CCAGT) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 disponible à l'adresse suivante : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310421>
- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé et ses annexes éventuelles
- Le dossier de plans et la notice de sécurité incendie
- Le mémoire technique de l'entreprise
- L'offre technique du titulaire

## 7. Durée du marché

La durée du marché commence à la date de notification et se termine à l'issue du délai de parfait achèvement éventuellement prolongé dans les conditions du CCAGT.

Le délai global d'exécution est de 6 mois y compris la période de préparation, congés payés et Opérations Préalables à la Réception (OPR)

## 8. Études d'exécution

Conformément aux stipulations de l'article 29 du CCAGT, le titulaire établit, d'après les documents particuliers du marché, notamment d'après les éléments de définition du projet, les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels

que les plans d'exécution, notes de calculs et études de détail. À cet effet, le titulaire fait sur place tous les relevés nécessaires et demeure responsable des conséquences de toute erreur de mesure. S'il reconnaît une erreur dans les documents particuliers du marché fournis par le maître d'ouvrage, il doit le signaler immédiatement par écrit au maître d'œuvre.

## **9. Prix**

Le marché conclu est de type global et forfaitaire.

Le prix forfaitaire du marché comprend toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux et prestations et des sujétions accessoires nécessaires au parfait achèvement des travaux telles que :

- Les échafaudages et dispositifs de sécurité ;
- Les frais de main-d'œuvre, y compris les frais particuliers engagés exceptionnellement pour réaliser les travaux dans les délais prescrits (heures supplémentaires, heures de nuit, etc.) ;
- Les frais d'assurances et d'accidents ;
- Les frais d'études et de reproduction de documents ;
- Les frais d'essais ; les droits de brevet éventuels ;
- Les frais d'obtention de l'attestation de conformité visée par le « Consuel » si nécessaire ;
- Les nettoyages de chantier au fur et à mesure de l'avancement des travaux (une fois par semaine au minimum) ;
- Les frais de chantier, frais généraux et bénéfice ;
- Les frais engendrés en matière de sécurité et protection de la santé ;

## **10. Décomposition du prix forfaitaire**

Le prix est décomposé dans un détail quantitatif estimatif (annexe financière à l'acte d'engagement) sous la forme d'un détail évaluatif comprenant, pour chaque nature d'ouvrage ou chaque élément d'ouvrage, la quantité à exécuter et le prix de l'unité correspondante.

Les différences éventuellement constatées, pour chaque nature d'ouvrage, ou chaque élément d'ouvrage entre les quantités réellement exécutées et les quantités indiquées dans la décomposition de ce prix, ne peuvent conduire à une modification de ce prix. Il en est de même pour les erreurs que pourrait comporter cette décomposition.

## **11. Révision des prix**

Le prix est ferme pendant toute la durée du marché (inférieure à 1an).

## **12. Règlement du prix**

### **12.1. Projet de décomptes mensuels**

Le règlement d'acomptes est effectué sur présentation de projet de décomptes mensuels conformément aux stipulations de l'article 12 du CCAG Travaux.

Il est bien précisé que les éléments figurant dans les décomptes mensuels n'ont pas un caractère définitif et ne lient pas les parties contractantes.

Le règlement des acomptes s'effectue par virement bancaire.

### **12.2. Délai de paiement**

Conformément à l'article R2192-10 du Code de la Commande publique (CCP), le délai maximum de paiement est de 30 jours à compter de la date de réception du projet de décompte mensuel par le maître d'œuvre. En cas de dépassement de ce délai contractuel, le taux des intérêts moratoires applicable est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile en cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses de révision et de pénalisation.

En cas de retard, le titulaire perçoit également une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros.

### **13. Retenue de garantie**

Conformément aux dispositions des articles R2191-32 à R2191-35 du CCP, le marché prévoit, à la charge du titulaire, une retenue de garantie qui est prélevée par fractions sur chacun des versements autres qu'une avance.

La retenue de garantie a pour seul objet de couvrir les réserves formulées à la réception des prestations du marché et, le cas échéant, celles formulées pendant le délai de garantie lorsque les malfaçons n'étaient pas apparentes ou que leurs conséquences n'étaient pas identifiables au moment de la réception.

Le montant de la retenue de garantie correspond à 5 % du montant initial TTC augmenté, le cas échéant, du montant des avenants. Lorsque le titulaire du marché public est une petite ou moyenne entreprise, le taux de la retenue de garantie est porté à 3 %.

Le titulaire du marché a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer à la retenue de garantie une garantie à première demande. L'objet de cette garantie de substitution est identique à celui de la retenue de garantie qu'elle remplace.

La retenue de garantie est remboursée ou la main levée de la garantie de substitution est transmise dans un délai de trente jours à compter de la date d'expiration du délai de garantie.

Toutefois, si des réserves ont été notifiées au créancier pendant le délai de garantie et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, la retenue de garantie est remboursée ou la main levée de la garantie de substitution est transmise dans un délai de trente jours après la date de leur levée effective.

## **14. Avance**

Conformément aux dispositions de l'article R2191-3 du CCP, une avance est accordée au titulaire d'un marché lorsque deux conditions sont réunies :

- Le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT
- Le délai d'exécution est supérieur à deux mois

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance (cf. acte d'engagement)

### **14.1. Montant de l'avance**

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial TTC du marché diminué des prestations sous-traitées faisant l'objet d'un paiement direct.

Si le délai d'exécution du marché est supérieur à douze mois, le montant de l'avance est fixé à partir de la somme égale à douze fois le montant défini ci-dessus divisé par sa durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance n'est ni révisé, ni actualisé.

La caution personnelle et solidaire est refusée. Le versement de l'avance est conditionné à la présentation d'une garantie à première demande.

### **14.2. Récupération de l'avance**

La récupération de l'avance s'effectue par précompte sur les acomptes mensuels dès que le montant des sommes dues au titre du marché atteint 65% du montant initial et doit être terminée lorsque le montant des sommes dues atteint 80% du même montant.

## **15. Travaux supplémentaires**

Le Maître d'Ouvrage doit faire connaître à l'appui d'une fiche de travaux modificatifs établie par le Maître d'OEuvre, les modifications qu'il envisage d'autoriser ou d'apporter à l'importance ou à la nature des travaux.

A défaut d'indication contraire de la Maîtrise d'OEuvre, l'Entrepreneur est tenu de fournir gratuitement dans les 7 jours calendaires suivant la réception d'une fiche de demande de modification, un devis quantitatif estimatif, les études et plans nécessaires à la compréhension du devis, un comparatif avec la prestation de base (si celle-ci a changé).

Si l'Entrepreneur estime devoir demander une prolongation de délai pour la fourniture de son devis du fait de la complexité des modifications demandées, l'Entrepreneur saisit par retour le Maître d'OEuvre afin de convenir d'un commun accord d'un délai supplémentaire qui ne pourra excéder 14 jours calendaires supplémentaires, soit un délai total de fourniture de devis de 21 jours calendaires.

Les éventuelles prestations supplémentaires ou modificatives sont réglées en application des stipulations de l'article 13 du CCAG Travaux.

Les éléments contenus dans la DPGF et notamment les prix d'unités sont utilisés pour l'établissement des prix nouveaux.

## **16. Sous-traitance**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement dans les conditions définies aux articles R2193-3 et R2193-4 du code de la commande publique.

La déclaration de sous-traitance contient à minima les informations suivantes :

- La nature et le détail des prestations sous-traitées
- Les coordonnées du sous-traitant proposé
- La déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion mentionné de la commande publique.
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant. Ce montant doit être présenté et décomposé en correspondance avec la décomposition du prix forfaitaire du titulaire.
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix.
- Les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

**Le niveau minimum de capacité du sous-traitant doit correspondre aux qualifications et certifications exigées pour le titulaire.**

Il est rappelé que le sous-traitant intervient sous la responsabilité du titulaire et que les dispositions réglementaires et les stipulations contractuelles s'appliquent.

Le paiement du sous-traitant s'effectue selon les dispositions des articles R2193-10 à R2193-16 du CCP.

Conformément aux dispositions de l'article 283.2 nonies du code général des impôts, lorsque les travaux sont effectués par un sous-traitant pour le compte d'un donneur d'ordre assujetti à la TVA, il est mis en œuvre le mécanisme de l'autoliquidation de la TVA.

## **17. Délai d'exécution**

Le délai d'exécution des prestations et des travaux incombant au titulaire est fixé par le maître d'ouvrage dans le plannign général joint au dossier de consultation.

Par dérogation à l'article 42, il n'est pas fait application d'une réception partielle pour constater le respect des délais partiels.

Par dérogation aux articles 18.1.1 et 28.1 du CCACT, le délai d'exécution est global et inclut la période de préparation prévue dans le calendrier d'exécution.



## **18. Pénalités**

### **18.1. Pénalités pour retard**

En cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution des prestations (remise des études, plans de réservation, etc.) et des travaux pour lesquels un délai d'exécution a été fixé dans le calendrier d'exécution et que les délais n'ont pas été prolongés dans les conditions de l'article 18.2 du CCAGT, il est appliqué une pénalité provisoire sous forme de retenue.

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAGT, le montant de la pénalité est fixé à 400 euros HT par jour calendaire de retard.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAGT, les pénalités sont appliquées d'office, sans procédure contradictoire, sur simple constatation du maître d'œuvre en réunion de chantier.

En cas de retard sur un délai partiel prévu au marché, si le délai global est respecté, le maître d'ouvrage rembourse au titulaire les pénalités provisoires appliquées, à la condition que le retard partiel n'ait pas eu d'impact sur les autres travaux de l'opération. Dans le cas contraire, les pénalités deviennent définitives.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAGT, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 20 % du montant total hors taxes du marché et des avenants éventuels.

### **18.2. Pénalité pour absence non justifiée à un rendez-vous de chantier**

Chaque rendez-vous de chantier fait l'objet d'un compte rendu entérinant les décisions prises. En cas d'absence non justifiée de l'entreprise, une pénalité de 100 € HT est appliquée.

### **18.3. Pénalités pour non remise de documents**

Concerne devis, plans, notes de calcul... demandés par mail et/ou inscrit dans les comptes rendus de chantier, rapports spécifiques de la MOE, du contrôleur technique, du coordonnateur SPS ou de coordinateur incendie

Hormis pour les tâches à réaliser pendant la période de préparation, le titulaire devra soumettre au visa du Maître d'œuvre ses premiers indices de documents d'exécution au minimum 1 mois avant la date prévisionnelle de début des tâches correspondantes au calendrier contractuel d'exécution des travaux.

Au cas où il serait constaté un retard dans la remise par l'Entrepreneur de devis en cas de FTM, de documents ou prototype pouvant entraîner un retard dans l'exécution des travaux, il pourra être appliquée une pénalité de 150 € par document, par devis ou prototype et par jour calendaire de retard à compter de la date fixée.

#### **18.4. Pénalités pour non-respect des règles de sécurité**

En cas de non-respect par une entreprise ou un de ses sous-traitants des clauses et délais fixés par le Coordonnateur Santé Sécurité, une pénalité égale à 150 € par jour calendaire de retard sera opérée sur les sommes dues à l'Entrepreneur, sans mise en demeure préalable, et ce sur simple constat de l'OPC, de la MOE ou de la MOA.

#### **19. Organisation, sécurité et hygiène du chantier**

Aucune nuisance n'est tolérée entre 19h et 7h.

D'une façon générale, il est fait obligation aux entreprises de référer au Maître d'Œuvre avant tout travail pouvant créer une gêne ou une nuisance particulière pour les patients ou le personnel de l'établissement.

Compte tenu de la nature de l'activité de l'Établissement, le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de demander à tout moment, pour raisons impérieuses, de faire exceptionnellement cesser les nuisances notamment sonores.

#### **20. Réception – Délai de garantie**

Les stipulations des articles 41 à 44 du CCAGT s'appliquent.

L'entreprise ayant participé à la réalisation des ouvrages objets du présent marché, garantit la réalisation de ses travaux suivant les spécifications techniques du CCTP et de son offre. Les essais de marche normale de puissance et de rendement, ainsi que toutes les épreuves fixées dans les documents contractuels ou les normes et labels cités doivent être concluants.

Le titulaire est tenu à une garantie de parfait achèvement des ouvrages exécutés.

Au titre de cette obligation, il doit en particulier :

- Exécuter les travaux ou prestations éventuels de finition ou de reprise prévus aux articles 41.5 et 41.6 du CCAGT
- Remédier à tous les désordres signalés par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre, de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état où il était lors de la réception ou après correction des imperfections constatées lors de celle-ci ;
- Procéder, le cas échéant, aux travaux confortatifs ou modificatifs, dont la nécessité serait apparue à l'issue des épreuves effectuées conformément aux stipulations prévues par les documents particuliers du marché ;

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations énoncés à l'article 44.1 ainsi qu'à l'exécution de ceux qui sont exigés, le cas échéant, en application de l'article 39 du CCAGT, le délai de garantie peut être prolongé par décision du maître d'ouvrage jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations, que celle-ci soit assurée par le titulaire ou qu'elle le soit d'office conformément aux stipulations de l'article 41.6.

Les principes régissant la garantie décennale et à la garantie biennale s'appliquent. Le point de départ des garanties est la date d'effet de la réception.

## **21. Documents fournis après exécution**

Les stipulations de l'article 40 du CCAGT s'appliquent.

Le titulaire doit remettre à l'acheteur avant la réception, en 3 exemplaires dont un reproductible, les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages (dossier d'exploitation), établies conformément aux réglementations en vigueur et aux normes et spécifications techniques contractuelles.

Le titulaire doit également remettre à l'acheteur les plans et les autres documents conformes à l'exécution (dont 1 exemplaire informatique formats DWG (2013) ou compatible, 1 exemplaire informatique format PDF et 3 exemplaires papiers au plus tard dans un délai maximum de 15 jours suivant la date du procès-verbal des opérations préalables à la réception.

## **22. Assurances**

Le titulaire est soumis aux obligations d'assurance de responsabilité civile professionnelle et de responsabilité civile décennale.

Il est précisé que, pendant la durée des travaux, le titulaire est responsable des détournements et dégradations de tous ordres occasionnés à ses ouvrages et matériaux approvisionnés. Sa responsabilité demeure engagée jusqu'à la réception de ses travaux. À cet effet, il doit contracter une assurance dommage aux biens meubles contre le vol, l'incendie et les dégâts des eaux, garantissant – aussi bien pour le compte du Maître de l'Ouvrage que pour le sien – les ouvrages et matériaux approvisionnés, sans aucune franchise.

## **23. Travaux complémentaires ultérieurs – prestations similaires à celles du marché**

Des marchés de travaux qui ont pour objet la réalisation de prestations similaires à celles du marché exécuté par le titulaire pourront lui être confiés en faisant application de la procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence prévue à l'article R.2122-7 du Code de la commande publique. La durée pendant laquelle les nouveaux marchés pourront être conclus ne pourra pas dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

## **24. Dérogations au CCAGT**

<b>ARTICLE DU CCAP</b>	<b>DÉROGATIONS AU CCAG</b>	<b>OBJET DE LA DÉROGATION</b>
17	42, 18.1. 28.1	Délais partiels
18	19.2.2, 19.2.3, 19.2.4	Pénalités pour retard